

Unil

UNIL | Université de Lausanne

CREA – Institut de
macroéconomie appliquée

HEC Lausanne

UNIVERSITE DE LAUSANNE

Son impact financier au cours de la période 1999-2005

Délia Nilles
Laure Dutoit

Janvier 2007



UNIVERSITE DE LAUSANNE

Son impact financier

au cours de la période 1999-2005

Délia Nilles

avec la collaboration de

Laure Dutoit

Institut 'Créa' de macroéconomie appliquée

Cette étude a été réalisée sur mandat de la Direction de l'Université de Lausanne et nous la remercions de la confiance renouvelée qu'elle témoigne ainsi à l'égard de l'Institut 'Créa'. Nous tenons à exprimer notre vive reconnaissance à Monsieur Jean-Luc Giorgi du Centre informatique, qui a extrait du système comptable SAP toutes les données sur les fournisseurs de l'UNIL, nécessaires à l'étude. Nous remercions également Madame Valérie Braun et Monsieur Pierre Mingard de la Direction-Statistiques, pour nous avoir fourni des données statistiques et les explications s'y référant. Nous tenons à préciser que nous sommes bien entendu seules responsables du produit final.

© Institut 'Créa' de macroéconomie appliquée

Table des matières

| | Pages |
|------------------------------------------------------------|--------------|
| Principaux résultats | 1 |
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Incidence primaire des flux financiers de l'UNIL | 3-22 |
| 2.1 Incidence primaire des dépenses | 3-11 |
| 2.2 Incidence primaire des recettes | 11-15 |
| 2.3 Incidence primaire nette | 16-22 |
| 3. Conclusion | 22-23 |
| Annexe | 24-32 |

PRINCIPAUX RESULTATS

Si l'on se limite à une seule année, le calcul de l'impact financier de l'UNIL peut donner un résultat exceptionnellement bon ou, au contraire, exceptionnellement mauvais. Pour éviter ce risque, on fait une analyse sur une plus **longue période**, ce qui permet, premièrement, de dégager une **tendance générale** et, deuxièmement, de mesurer le **montant moyen** de l'impact financier. En l'occurrence, les calculs pour la période **1999-2005** mènent aux conclusions suivantes :

1) L'**impact financier** net des activités liées à la présence de l'UNIL sur sol vaudois est **positif** pour le Canton.

2) Pour la période en question, la collectivité publique a contribué par un montant d'environ 264 millions en moyenne au fonctionnement de l'UNIL, mais cette dernière a injecté en moyenne 392 millions dans l'économie vaudoise. Le **bénéfice net moyen** pour le Canton a donc été de **128 millions par année**. Ce montant ne représente que les activités mesurables à travers les statistiques de l'UNIL et il ne tient pas compte de toutes les contributions liées indirectement à la présence de l'UNIL. Le chiffre de l'incidence nette ci-dessus signifie que, si l'UNIL disparaissait du jour au lendemain, l'effet immédiat sur l'économie du Canton serait une perte d'environ 128 millions.

3) Après les activités liées au fonctionnement même de l'UNIL, reflétées dans les groupes du compte de fonctionnement, ce sont les **étudiants** qui ont contribué le plus à l'impact financier avec une part de 24,3% en moyenne dans l'impact total, suivis de près par les **mandats externes** (financement hors budget UNIL), dont la part a atteint 23,8%.

4) Les **investissements** n'ont contribué que pour 1,7% en moyenne à l'impact financier de l'UNIL, ce qui est dû au fait que, au début de la période sous revue, l'UNIL n'a fait que des transformations de bâtiments, non subventionnées par la Confédération. Ce n'est qu'en 2003 et 2005 qu'ont été réalisés respectivement les bâtiments Amphimax et Extranef. En 2003, les investissements ont ainsi contribué pour 4,5% à l'impact financier de l'UNIL, alors que leur contribution moyenne n'était que de 1,2% au cours de la période sous revue.

5) La part des fonds de tiers destinés à la médecine clinique a atteint en moyenne 17,4% dans l'impact total.

6) En 2005, l'impact financier net de l'UNIL a diminué notablement, passant de 131 millions en 2004 à 111 en 2005. Cette baisse est due à la fois à une hausse marquée du poste "recettes originaires du Canton", suite à une réaffectation de montants en liaison avec les transferts de domaines de l'UNIL vers l'EPFL, et à l'achat d'équipement scientifique fourni par des compagnies hautement spécialisées sises hors Canton.

1. Introduction

Le présent texte donne les résultats du calcul de l'incidence primaire nette de l'UNIL sur le revenu du Canton de Vaud pour la période 1999-2005. Nous n'avons pas pu remonter au-delà de 1999, car le nouveau système informatisé de comptabilisation, SAP, introduit en 1999, rend très difficile une comparaison sur une plus longue période. La présente étude s'appuie grandement sur les premières études réalisées à ce sujet en 1995, 2000 et 2001.¹ La méthodologie ainsi que les raisonnements conduisant aux divers calculs des pourcentages des dépenses et recettes en lien avec le Canton de Vaud sont décrits en détail dans l'étude de 1994 et nous n'allons pas y revenir ici. Nous ne mentionnerons que les lignes directrices qui sous-tendent l'ensemble des calculs.

L'étude précédente, réalisée pour la période 1992-2000, a permis de conclure que certaines variables évoluent peu, voire ont un poids pratiquement constant, soit par rapport aux dépenses, soit par rapport aux recettes, ce qui se retrouve dans les calculs de la partie suivante. Signalons également que les études précédentes, en particulier celle de 1994, se sont basées sur certains sondages sur la situation socio-économique des étudiants de l'UNIL. Jusqu'à présent, aucune étude nouvelle n'a pu permettre une mise à jour de ces informations. Il s'agit en particulier des données sur les sources principales de revenus des étudiants selon leur origine. Bien que l'OFS ait réalisé entre-temps un nouveau sondage sur la situation socio-économique des étudiants en Suisse et par université, nous n'avons malheureusement pas pu obtenir les résultats, le rapport étant rendu public le 16 février seulement, soit après la remise de ce rapport. Nous avons donc dû appliquer, pour certaines des variables, les mêmes pondérations que lors de l'étude précédente.

¹ D. Nilles, *Université de Lausanne : Son impact économique*, Université de Lausanne, septembre 1995, et Cahiers de recherches économiques, n° 9512, Département d'économétrie et d'économie politique, Ecole des HEC.

Université de Lausanne : Son impact financier, Institut Créa de macroéconomie appliquée, UNIL, octobre 2000.
Université de Lausanne : Son impact financier au cours de la période 1992-2000, Institut Créa de macroéconomie appliquée, UNIL, septembre 2001.

2. Incidence primaire des flux financiers de l'UNIL

2.1 Incidence primaire des dépenses

Pour mesurer leur incidence primaire, on analyse la répartition géographique des dépenses et des recettes, c'est-à-dire qu'on identifie les régions qui bénéficient des dépenses de l'UNIL et celles qui contribuent au financement des activités de l'UNIL. En l'occurrence, il s'agit d'examiner quelle est la part des dépenses de l'UNIL effectuée dans le Canton de Vaud et quelle est la part des recettes de l'UNIL venant du Canton. La différence entre les deux donnera l'incidence primaire nette. Il est à noter que nous avons observé seulement le premier point d'impact, c'est-à-dire que nous avons pris en considération les entreprises situées dans le Canton, sans nous préoccuper de l'endroit de leur siège, ce qui aurait nécessité des recherches et des ajustements dépassant le cadre de la présente étude.

Les dépenses et les recettes comprennent non seulement celles apparaissant dans les comptes de l'UNIL, mais également les recettes et dépenses liées aux investissements, aux mandats de recherche ainsi qu'à la présence des étudiants. A des fins de comparaisons avec les études précédentes, nous avons réintégré les montants de l'Accord intercantonal sur le financement des Universités (AIC) dans les comptes de l'UNIL (côté dépenses), ce qui ne change en rien le résultat final concernant le montant de l'impact financier net, vu que les montants de l'AIC se retrouvent des deux côtés (dépenses/recettes) du compte de fonctionnement.

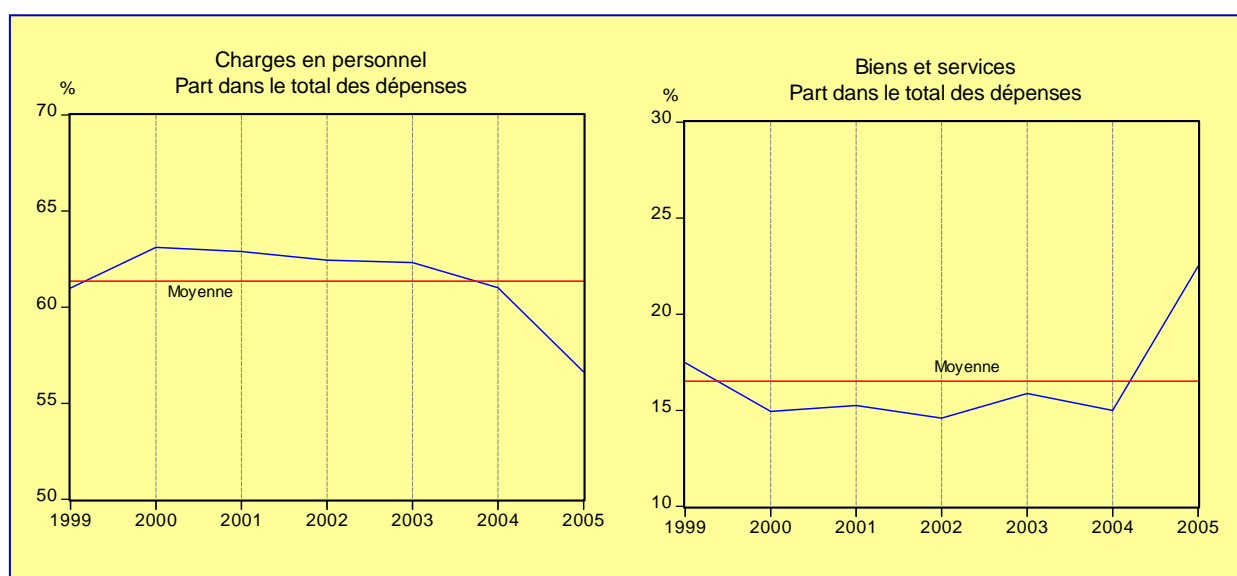
Le **tableau 1** donne la répartition des *dépenses de fonctionnement* selon les groupes (budget UNIL).² C'est le groupe 30, charges en personnel, qui constitue le groupe le plus important dans les dépenses de fonctionnement totales. Comme le montre le **graphique 1**, la part relative des charges en personnel dans le total des dépenses a diminué continuellement à partir de 2001. La chute en 2005 est en fait due à une hausse très marquée des dépenses en biens et services (+74%), entraînant une hausse des dépenses totales de 16%. Comme les dépenses en personnel n'ont augmenté que de 7,5%, il s'ensuit que leur poids par rapport au total des dépenses a baissé notablement.

² Nous n'avons pas tenu compte des amortissements et autres postes qui ne constituent qu'une pure écriture comptable.

Le groupe 30 est suivi par celui des dépenses pour "biens et services" (groupe 31) qui atteint un poids moyen de 16,7% au cours de la même période. Comme mentionné ci-dessus, les biens et services ont subi une forte hausse en 2005, ce qui se reflète également dans l'évolution de leur part dans les dépenses totales (voir le **graphique 2**).

Tableau 1
Dépenses de fonctionnement de l'UNIL
Total 1999-2005

| Groupe | Total (milliers) | Part en % du total |
|----------------------------------------------|------------------|--------------------|
| G30 Charges de personnel | 1'069'327 | 61.2 |
| G31 Biens et services | 291'690 | 16.7 |
| G35 Accord intercantonal | 131'895 | 7.5 |
| G36 Subventions accordées | 23'349 | 1.3 |
| G38 Attributions à des fonds spéciaux | 24'703 | 1.4 |
| G39 Imputations internes | 206'422 | 11.8 |
| Total | 1'747'387 | 100.0 |

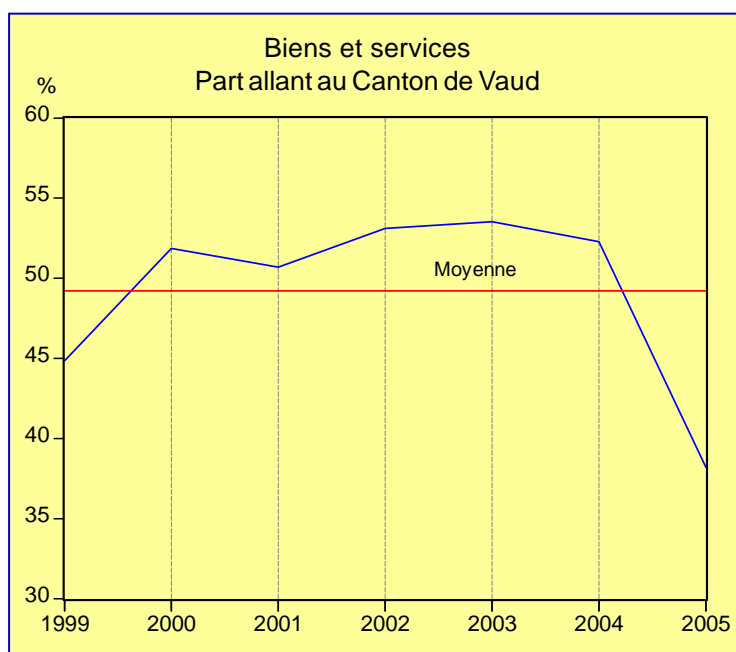


Graphique 1

Graphique 2

Les groupes 30 et 31 constituent à eux seuls 78% du total des dépenses de fonctionnement et l'évolution de ces dernières est donc largement influencée par celle de ces deux groupes. En particulier, c'est avant tout le groupe 31 qui détermine les fluctuations de la part des dépenses de fonctionnement effectuées dans le Canton, la part du groupe 30 étant assez stable. Les calculs antérieurs montrent que la part des charges en personnel allant au Canton de Vaud ne change pratiquement pas (89,8% en 1994 et 89,5% en 1999), alors que la part des dépenses en biens et services allant au Canton de Vaud fluctue plus. Comme le montre le **graphique 3**,

cette part s'établit dans une fourchette allant de 45% à 54%, si l'on exclut l'année 2005, où l'on observe une chute marquée, à l'inverse de la forte hausse des dépenses totales en biens et services telle qu'illustrée dans le **graphique 2**. Les parts mentionnées ci-dessus ont pu être calculées à partir d'une liste des fournisseurs qui nous a été transmise par le service du SAP.³ Le groupe 35 concerne les dépenses liées à l'Accord intercantonal sur le financement des universités.⁴ La définition même de l'AIC implique que les dépenses effectuées dans le Canton sont nulles.⁵



Graphique 3

En 2005, le montant de la subvention pour les frais d'enseignement et de recherche en médecine clinique a été comptabilisé dans le groupe 36, alors qu'il l'était dans le groupe 39 jusque-là. Pour avoir une série harmonisée pour les groupes 36 et 39, nous avons transféré le montant de la subvention à la médecine clinique du groupe 36 au groupe 39 pour l'année 2005. Comme les groupes 36 et 38 ne représentent ensemble que 2,7% du total en moyenne, nous leur avons appliqué les pourcentages moyens obtenus lors de l'étude précédente, car, premièrement, le contenu de ces groupes n'a pas changé⁶ et, deuxièmement, leur poids est trop faible pour avoir une influence sur le résultat final, même si les pourcentages changeaient.

³ Nous tenons encore une fois à remercier Jean-Luc Giorgi d'avoir extrait ces données du système comptable SAP.

⁴ Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous avons réintégré ces montants dans les dépenses du compte fonctionnement.

⁵ De même que, pour les recettes de l'AIC, la part venant du Canton est nulle.

⁶ A l'exception de la subvention à la médecine clinique en 2005, dont nous avons tenu compte, comme mentionné dans le texte.

Finalement, les imputations internes du groupe 39 (11,8% du total) concernent majoritairement les subventions pour les frais d'enseignement et de recherche en médecine clinique. Environ 90% du montant sont distribués sous forme de salaires, auxquels on peut appliquer la même clé de répartition que pour le personnel de l'UNIL, le reste étant affecté à l'achat de matériel, dont environ 70% sont effectués dans le Canton. Pour ce groupe aussi, la composition des dépenses est restée stable et nous avons appliqué le même pourcentage pour chacune des années.

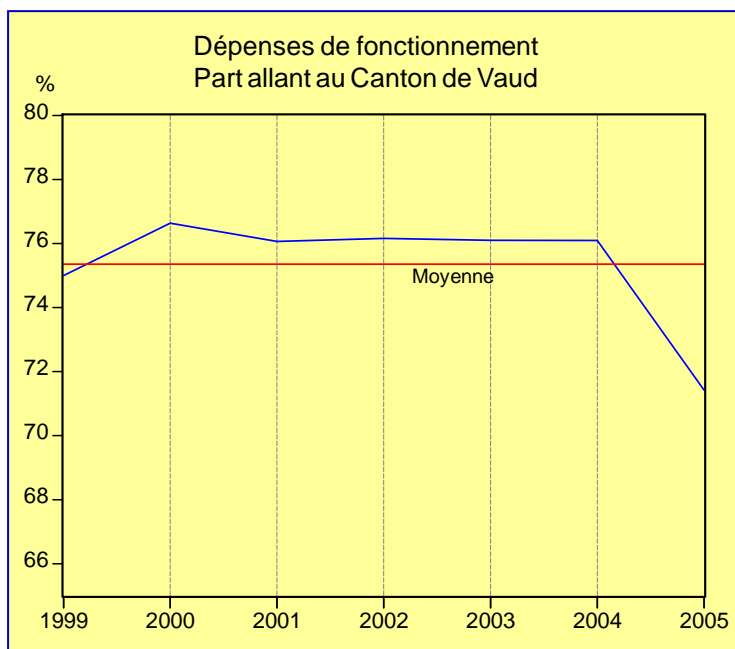
Dans les développements et graphiques plus haut, nous avons attiré l'attention sur le fait que l'année 2005 est une année particulière dans la présente étude, ce qui mérite une explication supplémentaire donnée dans l'encadré ci-dessous.

Une fin de période particulière

La fin de la période prise en compte pour cette étude est affectée par des conditions particulières qu'il faut garder à l'esprit tout au long de la lecture du rapport. Entre 2001 et 2003, l'UNIL a transféré d'importantes unités à l'EPFL dans le cadre du projet SVS, Sciences-Vie-Société. Le budget correspondant à ces unités a été maintenu à l'UNIL pour la réalisation de nouveaux projets. Mais il n'a pas été immédiatement réinvesti, en raison du temps nécessaire au démarrage de ceux-ci. Une réserve a ainsi été constituée dans un premier temps, que l'UNIL a ensuite commencé à dissoudre de manière sensible en 2004 déjà, et de manière massive en 2005. L'année 2006 sera aussi touchée par ce phénomène qui diminue la proportion des dépenses effectuées dans le Canton de Vaud par rapport au total des dépenses de fonctionnement.

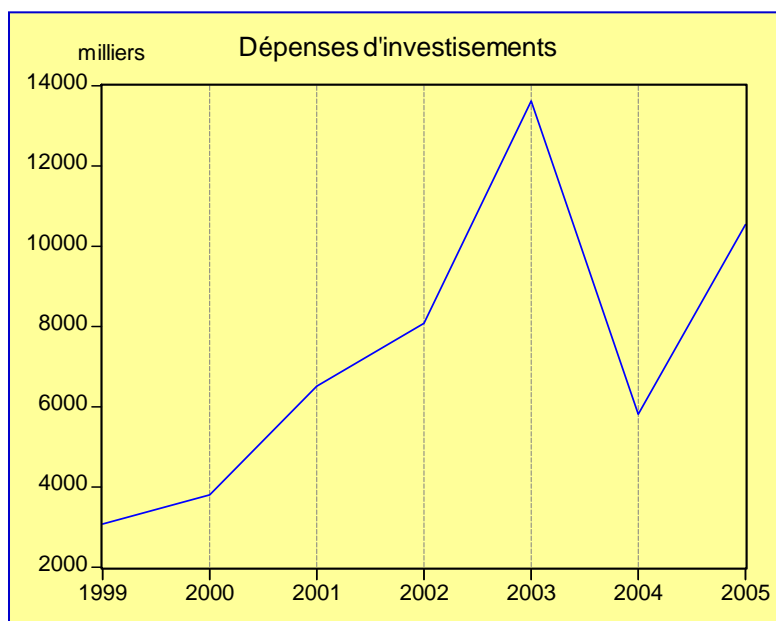
Les nouvelles unités créées à l'UNIL (telles le CIG – Centre intégratif de génomique) ou réalisées en commun avec les partenaires SVS (telles le CIBM – Centre d'imagerie bio-médicale), ont commencé à fonctionner à partir de 2004. Leur équipement de base, financé par la réserve expliquée ci-dessus, a provoqué une forte augmentation des dépenses. S'agissant de l'acquisition d'appareils scientifiques très spécialisés, les achats ont eu lieu auprès de fournisseurs hors du Canton, parfois en Suisse, mais le plus souvent à l'étranger. Ainsi, ces achats exceptionnels hors Canton ont pesé dans la balance de plus de 3 millions de francs en 2004 et de plus de 14,5 millions de francs en 2005. C'est ce qui explique la chute relative des dépenses dans le Canton de Vaud, alors qu'en montants effectifs, celles-ci n'ont pas diminué.

Pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement, le **graphique 4** montre que la part des dépenses effectuées dans le Canton fluctue autour d'une moyenne de 75% et enregistre une chute marquée en 2005, due à la baisse de la part des dépenses du groupe 31 effectuées dans le Canton, comme nous l'avons mentionné plus haut.



Graphique 4

Outre les dépenses de l'UNIL, il faut tenir compte des dépenses d'investissements, de celles liées aux mandats externes ainsi que de celles des étudiants. En ce qui concerne les investissements, la part dépensée dans le Canton est restée stable autour de 95%. Cependant, au début de la période sous revue, il n'y a pas eu d'importants investissements au sens de la loi cantonale sur les finances et l'UNIL n'a fait que des transformations de bâtiments non subventionnées par la Confédération. Ce n'est qu'en 2003 et 2005 qu'ont été réalisés les bâtiments Amphimax et Extranef entraînant une hausse des investissements (voir le **graphique 5**), pour lesquels la part prise en charge par la Confédération a été un peu plus élevée.



Graphique 5

La clé de répartition pour les dépenses des étudiants⁷ est calculée sur la base du budget-type de l'étudiant tel qu'établi par l'UNIL⁸, sur la base du lieu et du genre d'habitation de l'étudiant au cours de ses études et en tenant compte des divers postes du budget-type, comme, par exemple, le logement, l'entretien, les primes d'assurance, etc. Au total, la part des dépenses des étudiants dans le Canton est restée pratiquement inchangée et, en moyenne, les étudiants ont dépensé environ 83,6% du total de leurs revenus dans le Canton.⁹

Finalement, en ce qui concerne les dépenses liées aux mandats externes¹⁰, les statistiques sur les sources de financement hors budget UNIL¹¹ ont permis de déterminer l'origine des divers montants. Notons que nous avons appelé ici "mandats externes" l'ensemble des sources de financements extérieurs. Par la suite, nous avons appliqué des clés de répartition différentes selon l'origine des financements. Depuis 1999, le Service financier de l'UNIL regroupe et gère toutes les opérations financières de l'ensemble des fonds à disposition de l'Université. Les extraits qui nous ont été fournis avec les écritures concernant les fonds privés (ou extérieurs) faisant partie du groupe 31, nous ont permis d'estimer la part de l'ensemble de ces fonds allant au Canton. Comme la majeure partie (environ 80%) des dépenses liées aux

⁷ Au sens générique, c'est-à-dire des étudiantes et étudiants.

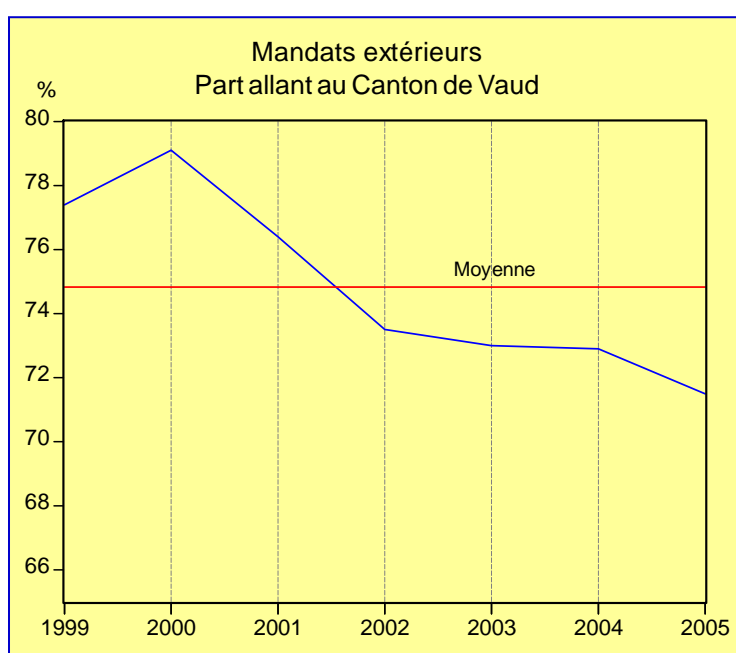
⁸ Voir *Guide de l'étudiant*, UNIL, diverses éditions.

⁹ On suppose que, dans l'ensemble, les étudiants ne font pas d'économies, c'est-à-dire que le montant de leurs dépenses correspond à celui de leurs revenus.

¹⁰ Qui, comme pour les dépenses des étudiants, sont supposées être égales aux recettes pour les mandats.

¹¹ *Couverture des dépenses par sources de financement*, Pierre Mingard, Rectorat, 2007.

mandats correspond à des salaires et charges sociales, nous avons utilisé la même répartition que pour le groupe 30. Pour le reste, la part vaudoise a été adaptée à celle du groupe 31 sur l'ensemble de la période. Le **graphique 6** illustre l'évolution de la part des dépenses de mandats allant au Canton. Cette part diminue régulièrement depuis 2001, alors que la moyenne s'établit au niveau de 75%. En effet, le transfert de la chimie et de la physique à l'EPFL a réduit de manière significative le montant des fonds extérieurs, ces derniers diminuant de 20% entre 2003 et 2005, alors que les nouveaux domaines développés à l'UNIL (Sciences de la Vie en particulier) n'ont pas encore déployé tout leur potentiel en termes de recherche financée par des fonds extérieurs. Une fois que ce sera le cas, la part des fonds extérieurs allant au Canton devrait à nouveau augmenter.



Graphique 6

Le **tableau 2** donne l'incidence primaire des dépenses totales de l'UNIL dans le Canton de Vaud et hors Canton. On remarque que, sur la période 1999-2005, l'UNIL a dépensé au total 2'744 millions dans le Canton de Vaud, ce qui correspond à 392 millions en moyenne par année. Pendant la même période, 747 millions ont été dépensés hors Canton, soit 107 millions en moyenne par année

Tableau 2

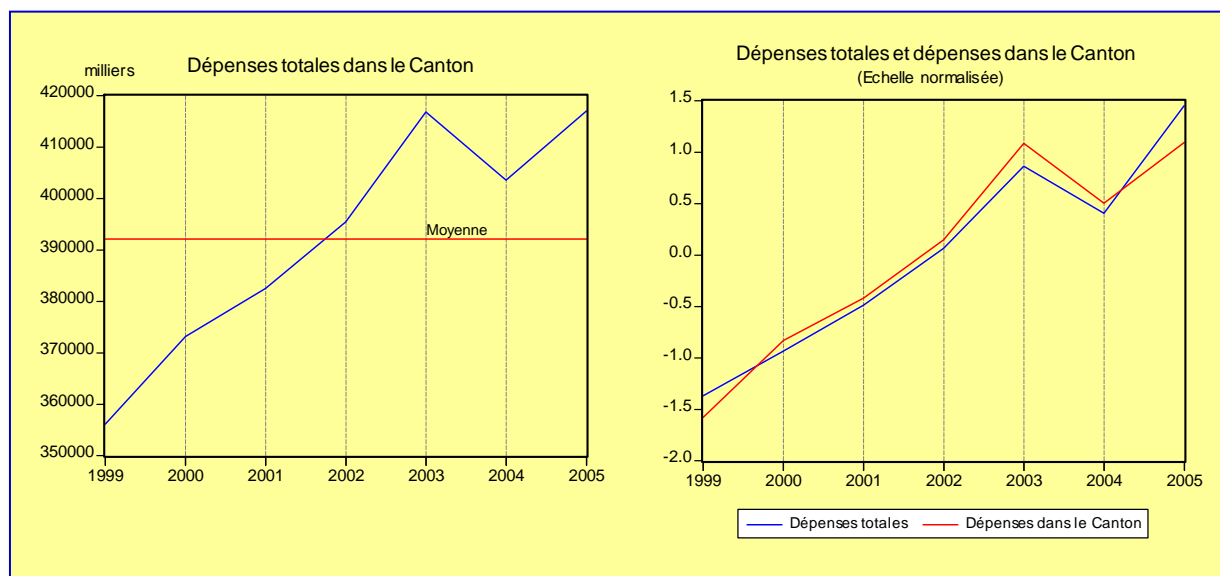
Incidence primaire des dépenses totales liées à l'UNIL

| Année | Total (milliers) | Vaud (milliers) | Hors-Vaud (milliers) |
|----------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| 1999 | 452'323 | 356'149 | 96'174 |
| 2000 | 467'065 | 373'196 | 93'869 |
| 2001 | 482'277 | 382'549 | 99'728 |
| 2002 | 500'995 | 395'449 | 105'546 |
| 2003 | 528'159 | 416'812 | 111'348 |
| 2004 | 512'658 | 403'574 | 109'084 |
| 2005 | 548'207 | 416'999 | 131'208 |
| Total | 3'491'685 | 2'744'728 | 746'957 |
| Moyenne | 498'812 | 392'104 | 106'708 |

Le **graphique 7** illustre l'évolution des dépenses effectuées dans le Canton par rapport à la moyenne des dépenses et le **graphique 8** (en échelle normalisée¹²) compare l'évolution des dépenses totales à celle des dépenses effectuées dans le Canton. Les deux séries évoluent en parallèle sur l'ensemble de la période, à l'exception de l'année 2005, où l'on constate, ici aussi, une augmentation des dépenses totales plus forte que celle des dépenses effectuées dans le Canton (6,9% contre 3,3%).¹³ De 1999 à 2004, les deux séries de dépenses ont progressé à un taux annuel moyen de 2,6%. La seule diminution de 2003 à 2004 s'est caractérisée par une baisse un peu plus forte des dépenses effectuées dans le Canton (-3,2% contre -2,9%).

¹² Une échelle normalisée tient compte de la moyenne et de l'écart type de diverses séries, ce qui permet de mieux comparer l'évolution de séries qui n'ont pas les mêmes ordres de grandeur.

¹³ Voir l'encadré en page 6 du texte.



Graphique 7

Graphique 8

2.2 Incidence primaire des recettes

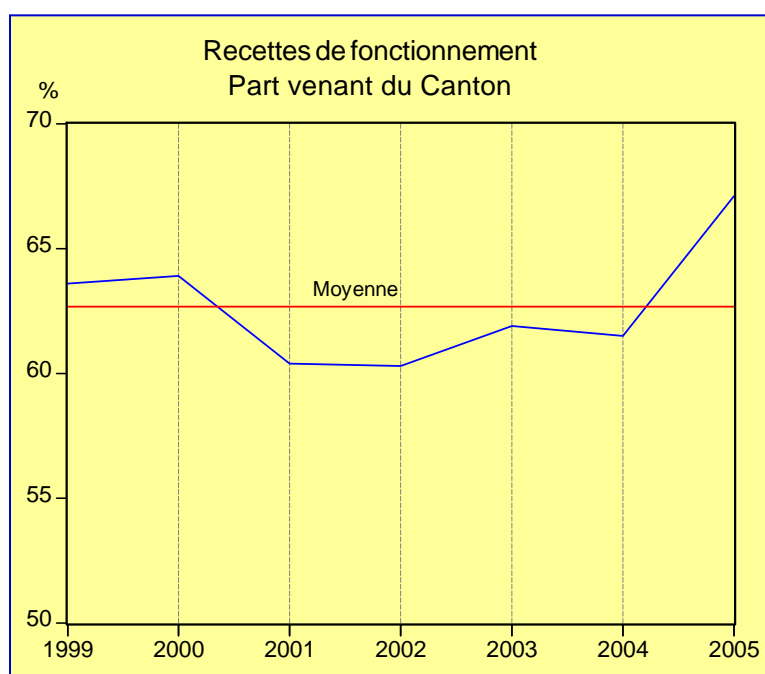
En ce qui concerne la répartition des recettes de l'UNIL, on procède de la même façon que pour les dépenses, c'est-à-dire que l'on estime la part des recettes venant du Canton et la part de celles venant d'autres Cantons ou de l'étranger. Comme pour les dépenses, nous analyserons d'abord les *recettes de fonctionnement*. Le **tableau 3** indique que c'est la "contribution EV à l'UNIL" (G44a) qui constitue le groupe le plus important, suivi par les recettes liées à l'AIC qui viennent à 100% d'autres Cantons. En ce qui concerne le G44a, la totalité du montant vient, de par définition, du Canton. Le **graphique 9** montre que la part des recettes venant du Canton fluctue autour de 63%, avec une forte hausse en 2005, liée à la réaffectation de ressources budgétaires en 2005, suite aux transferts de domaines à l'EPFL. En particulier, on a inscrit dans le groupe 48 un montant de 13,5 millions, qui correspond à des reports de crédits, inexploités les années précédentes et d'origine cantonale.¹⁴ La forte augmentation de la part du poste "recettes venant du Canton" en 2005 ne correspond donc pas à une hausse de l'enveloppe budgétaire de l'Etat de Vaud (EV), mais au recours à des reports de crédits des années précédentes. Nous verrons plus loin que cela a une influence notable sur l'incidence nette en 2005.

¹⁴ Voir l'encadré en page 6 du texte.

Tableau 3

Recettes de fonctionnement de l'UNIL de 1999 à 2005

| Groupe | Total (milliers) | Part en % du total |
|--------------------------------------|------------------|--------------------|
| G42 Revenus de biens | 7'778 | 0.5 |
| G43 Contributions | 52'128 | 3.2 |
| G44a Contribution EV à l'UNIL | 919'650 | 56.9 |
| G44b Accord intercantonal | 258'119 | 16.0 |
| G44c Subventions LAU | 361'166 | 22.4 |
| G45 Dédom. coll. pub. | 3'458 | 0.2 |
| G48 Dissolution provision | 13'591 | 0.8 |
| Total | 1'615'892 | 100.0 |



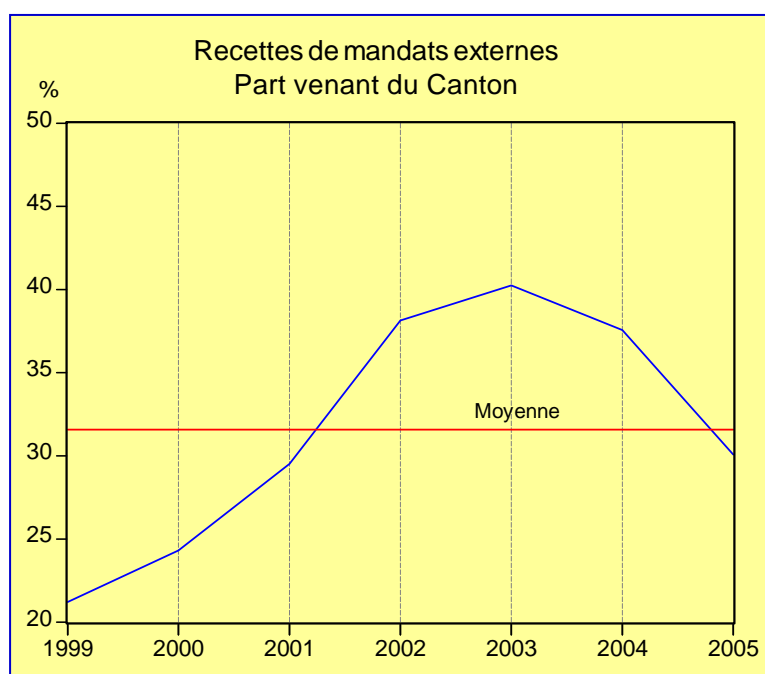
Graphique 9

A ces recettes s'ajoutent, comme pour les dépenses, celles des investissements, des mandats extérieurs et des étudiants.

Les recettes d'investissements¹⁵ ont été faibles au début de la période 1992-2000 et, selon la nature des investissements, la part de la Confédération (et donc de celle du Canton de Vaud) peut fluctuer entre deux valeurs assez éloignées. Plus les investissements sont composés d'études d'infrastructures et d'entretiens lourds, comme au cours des années 1999-2002, plus la part vaudoise est élevée et l'incidence nette sur le Canton de Vaud faible. En

revanche, s'il s'agit d'investissements dans de nouveaux bâtiments, comme en 2003 et 2005, la part de la Confédération est beaucoup plus importante. Dans ce cas, l'incidence nette est très favorable pour le Canton, puisque la Confédération finance une grande partie d'investissements qui sont destinés avant tout au Canton.

En ce qui concerne les recettes liées aux mandats, les statistiques sur les sources de financement hors budget UNIL ont permis de déterminer l'origine des divers montants, auxquels on a appliqué des clés de répartition selon l'origine des fonds et la destination (recherche ou non) des ressources extérieures. Le **graphique 10** montre une progression marquée de la part de ces recettes venant du Canton jusqu'en 2003, ce qui est plausible, étant donné que l'UNIL a été appelée à chercher de plus en plus des financements extérieurs impliquant une hausse de la part cantonale. De plus, on note dès 2002 une hausse de la contribution du Canton hors budget UNIL provenant de l'octroi de crédits cadres pour l'acquisition de matériel et pour l'entretien des bâtiments. La clé de répartition a été adaptée en conséquence. En revanche, le retournement de situation dès 2003 résulte entre autres de la baisse des fonds du FNRS et de certains crédits de tiers suite aux transferts de domaines à l'EPFL, mentionnés plus haut.



Graphique 10

¹⁵ Qui sont ici supposées être égales aux dépenses d'investissements.

En ce qui concerne les revenus des étudiants, on fait l'hypothèse que ces derniers n'épargnent pas et donc que les revenus des étudiants correspondent aux dépenses. Bien que l'OFS ait réalisé entre-temps un nouveau sondage sur la situation socio-économique des étudiants en Suisse et par université, nous n'avons malheureusement pas pu bénéficier de ces nouvelles informations pour la présente l'étude, le rapport de l'OFS n'étant rendu public que le 16 février, soit après la terminaison du présent rapport. Nous avons donc dû appliquer les mêmes pondérations que lors des études précédentes. Ces pondérations sont basées sur les sources principales de revenus des étudiants selon le lieu de résidence avant les études et selon le type de logement pendant leurs études. Ainsi, pour les étudiants venant du Canton, 80% de leur revenu viennent des parents alors que 8% proviennent du travail rémunéré et 6% de bourses. Pour les étudiants venant d'autres Cantons ou de l'étranger, un pourcentage moins élevé de leur revenu vient des parents (56%) alors que la part des revenus venant du travail rémunéré ou de bourses est plus élevée (12% et 14% respectivement). En ce qui concerne la provenance des étudiants, des statistiques fournies par l'UNIL permettent de calculer la part des étudiants venant du Canton ou non. En l'occurrence, cette part est restée pratiquement constante (50-51%).

Les revenus des parents ainsi que les revenus divers sont répartis selon le lieu de résidence de l'étudiant avant l'entrée à l'UNIL et les revenus du travail sont répartis selon le lieu d'habitation au moment des études. En ce qui concerne les bourses, on estime qu'environ 85% des bourses accordées proviennent du Canton. En tenant compte de ces deux critères de classement, on obtient que la part des recettes des étudiants venant du Canton reste pratiquement stable et se situe dans un intervalle allant de 59,1% à 59,9%.

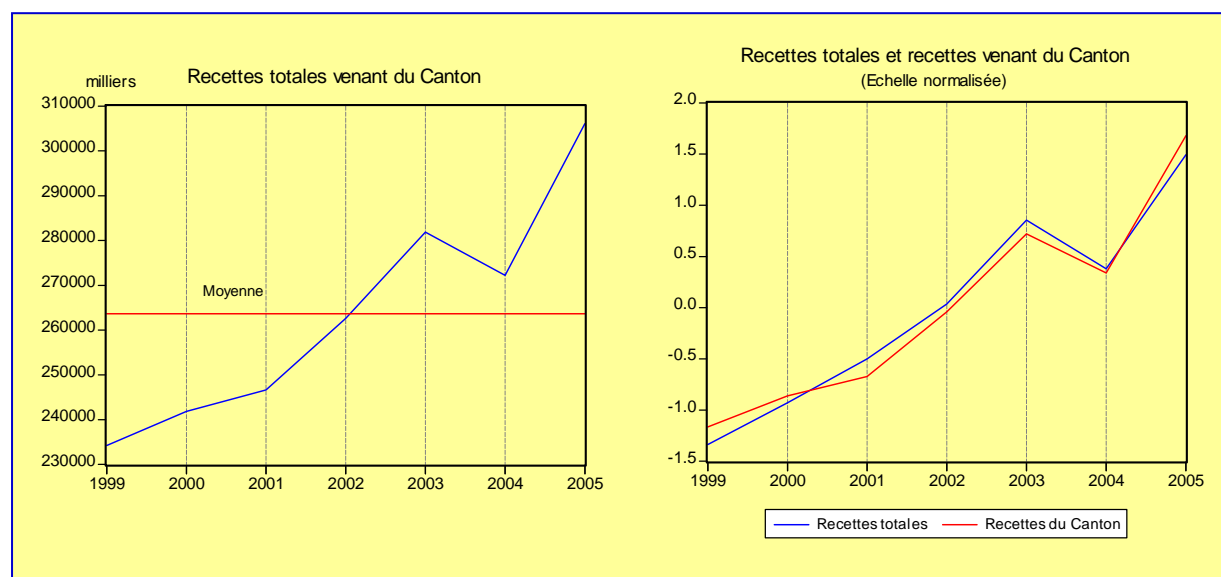
En résumé, le **tableau 4** donne l'incidence primaire des recettes totales de l'UNIL. Sur la période 1999-2005, l'UNIL a reçu au total environ 1'845 millions du Canton de Vaud, sous quelque forme que ce soit, ce qui correspond à 264 millions en moyenne par année. En même temps, les recettes venant soit du reste de la Suisse, soit de l'étranger ont atteint 1'515 millions, soit 216 millions en moyenne par année.

Tableau 4

Incidence primaire des recettes totales liées à l'UNIL

| Année | Total (milliers) | Vaud (milliers) | Hors-Vaud (milliers) |
|----------------|---------------------|--------------------|-------------------------|
| 1999 | 436'374 | 234'221 | 202'154 |
| 2000 | 449'679 | 241'832 | 207'847 |
| 2001 | 463'650 | 246'640 | 217'010 |
| 2002 | 481'170 | 262'585 | 218'585 |
| 2003 | 508'005 | 281'856 | 226'150 |
| 2004 | 492'448 | 272'191 | 220'257 |
| 2005 | 528'863 | 306'033 | 222'830 |
| Total | 3'360'190 | 1'845'356 | 1'514'833 |
| Moyenne | 480'027 | 263'622 | 216'405 |

Les **graphiques 11** et **12** illustrent respectivement l'évolution des recettes venant du Canton par rapport à leur moyenne et l'évolution des recettes totales et de celles reçues du Canton. De 2004 à 2005, les recettes provenant du Canton ont progressé plus fortement que les recettes totales, ce qui, combiné avec le phénomène inverse pour les dépenses, a conduit à une baisse marquée de l'incidence nette de 2004 à 2005, comme nous le verrons plus loin.



Graphique 11

Graphique 12

2.3 Incidence primaire nette

La différence entre l'incidence primaire des dépenses et celle des recettes donne l'incidence primaire nette, c'est-à-dire, le montant que l'UNIL injecte dans le Canton de Vaud sous forme de flux financiers. Les résultats sont indiqués dans le **tableau 5** et illustrés dans le **graphique 13** (pour les détails par année, voir l'annexe). Sur l'ensemble de la période, l'UNIL a dépensé au total 2'745 millions dans le Canton, alors que les recettes venant du Canton se sont élevées à 1'845 millions, ce qui donne une incidence nette, positive, de 899 millions au total pour l'ensemble de la période. L'UNIL a donc injecté 128 millions en moyenne par année dans le Canton. Ou, en d'autres termes, si la collectivité publique contribue par un montant d'environ 264 millions en moyenne par année au fonctionnement de l'UNIL, cette dernière injecte 392 millions dans l'économie vaudoise. Le bénéfice net pour le Canton est donc de 128 millions par année en moyenne annuelle.

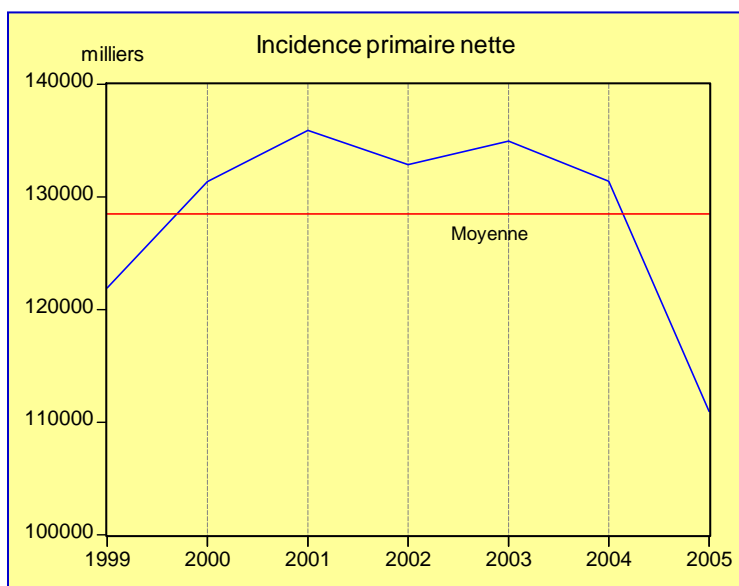
Tableau 5

Incidence primaire nette

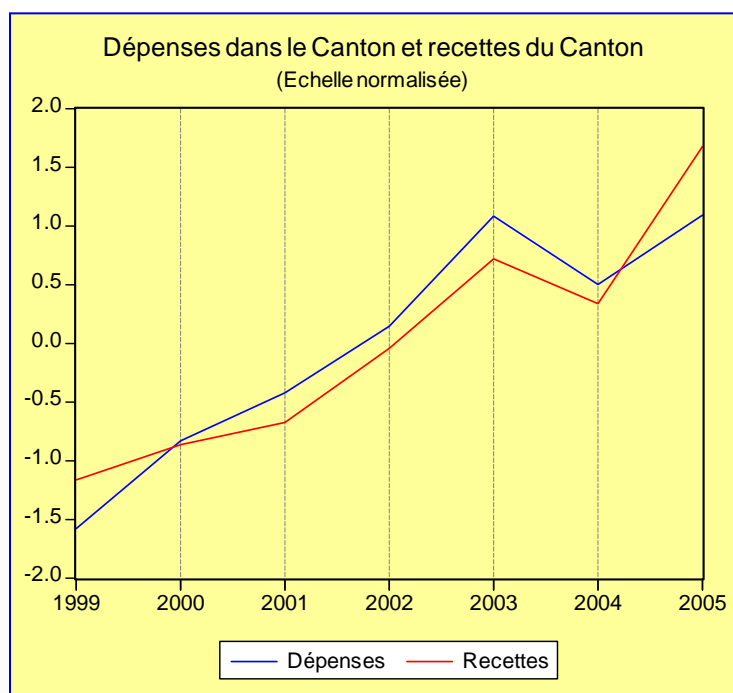
| Année | Dépenses dans le Canton (milliers) | Recettes venant du Canton (milliers) | Incidence primaire nette (milliers) |
|----------------|------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|
| 1999 | 356'149 | 234'221 | 121'929 |
| 2000 | 373'196 | 241'832 | 131'364 |
| 2001 | 382'549 | 246'640 | 135'909 |
| 2002 | 395'449 | 262'585 | 132'864 |
| 2003 | 416'812 | 281'856 | 134'956 |
| 2004 | 403'574 | 272'191 | 131'383 |
| 2005 | 416'999 | 306'033 | 110'967 |
| Total | 2'744'728 | 1'845'356 | 899'371 |
| Moyenne | 392'104 | 263'622 | 128'482 |

Le **graphique 13** montre cependant qu'il y a eu plusieurs tendances au cours de la période sous revue. Ainsi, on observe une hausse de l'incidence primaire nette entre 1999 et 2001, une baisse en 2002, une nouvelle hausse en 2003 et ensuite deux baisses en 2004-2005, celle de 2005 étant particulièrement importante. C'est bien évidemment la divergence entre l'évolution des dépenses dans le Canton et celle des recettes du Canton (**graphique 14**) qui explique les fluctuations de l'incidence nette. Ainsi, de 1999 à 2001, les dépenses dans le Canton ont augmenté plus fortement que les recettes venant du Canton (3,7% contre 2,6%, en moyenne), d'où une hausse de l'incidence nette. En 2002, les dépenses dans le Canton ont progressé de 3,4%, alors que les recettes venant du Canton ont augmenté plus fortement encore avec 6,5%, d'où une baisse de l'incidence primaire nette. Finalement, en 2005, les dépenses dans le

Canton ont augmenté de 3,3%, alors que les recettes ont fait un saut de 12,4%, ce qui a poussé fortement vers le bas l'incidence primaire nette. Cette progression des recettes venant du Canton est en grande partie due à une dissolution de provision d'environ 13 millions, provision constituée pour le report de crédits des années précédentes.¹⁶ Sans ce montant, la part des recettes venant du Canton n'aurait augmenté que de 7,4%. Ci-après nous ferons un exercice de simulation de l'effet sur l'incidence nette de ce montant de 13 millions.



Graphique 13



Graphique 14

¹⁶ Voir l'encadré en page 6 du texte.

Comme la dissolution de provision d'environ 13 millions, inscrite dans le groupe 48¹⁷, peut être considérée comme unique pour la période en question, on peut se poser la question de savoir quelle aurait été l'incidence nette, s'il n'y avait pas eu ce montant supplémentaire dont l'origine est essentiellement cantonale. Nous avons fait l'exercice, en éliminant dans une première étape ce montant des comptes de fonctionnement. L'incidence nette passe de 111 millions à 125 (pour le détail voir le tableau en page 32 de l'annexe). Ensuite, nous avons fait l'hypothèse que ces fonds ont été utilisés en grande partie pour l'achat de biens et services et se retrouvent dans le groupe 31, ce qui semble plausible, vu que le montant de ce groupe a augmenté de 74%. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les achats d'équipements hautement spécialisés à l'étranger ont été exceptionnellement élevés en 2005.¹⁸ Pour cet exercice de simulation, nous avons donc supposé en plus que la part vaudoise corresponde à la moyenne observée au cours de la période 1999-2004, soit environ 51%. Dans une deuxième étape, nous avons ainsi soustrait un montant de 13 millions du groupe 31 et augmenté la part vaudoise de 38,2% (observé en 2005) à 51%. Au total, l'incidence nette passe à 126 millions, ce qui est très proche de la moyenne de 128 millions.

Cet exercice de simulation permet de conclure que les résultats observés pour l'année 2005 (baisse marquée de l'incidence nette) sont exceptionnels, montrant par là que le calcul de l'incidence nette pour une année particulière peut donner une image biaisée de la réalité, cette dernière étant dès lors mieux décrite par une analyse à plus long terme.

Revenons aux résultats observés. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les fluctuations du montant de l'incidence primaire nette au cours de la période 1999-2005, tous liés aux incidences individuelles nettes indiquées dans les **tableaux 6 et 7**.

¹⁷ Les montants pour ce groupe sont nuls de 1999 à 2004.

¹⁸ Voir l'encadré en page 6 du texte.

Tableau 6

Incidence primaire nette des divers postes (milliers)

| | Comptes | Investiss. | Mandats | Etudiants | Médecine | Total |
|------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 1999 | 36'693 | -134 | 33'626 | 29'167 | 22'577 | 121'929 |
| 2000 | 40'626 | -190 | 36'796 | 29'965 | 24'168 | 131'364 |
| 2001 | 48'426 | -326 | 32'909 | 30'700 | 24'200 | 135'909 |
| 2002 | 50'228 | 2'089 | 27'818 | 31'773 | 20'956 | 132'864 |
| 2003 | 48'713 | 6'019 | 27'428 | 32'310 | 20'486 | 134'956 |
| 2004 | 49'571 | 818 | 27'336 | 32'458 | 21'201 | 131'383 |
| 2005 | 25'596 | 2252 | 27'989 | 32'390 | 22'740 | 110'967 |
| 1999-2005 | 299'852 | 10'528 | 213'902 | 218'762 | 156'327 | 899'371 |

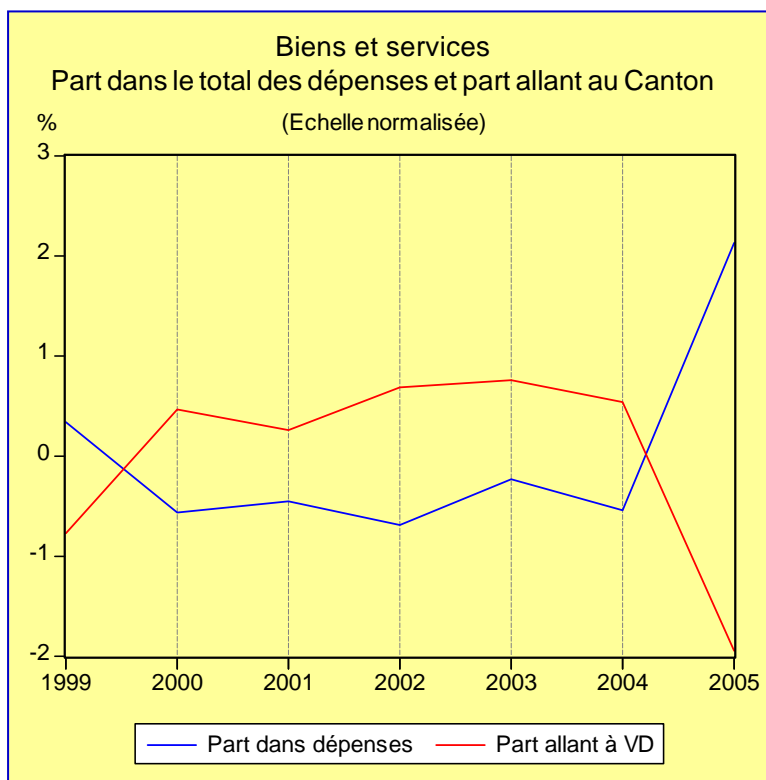
Tableau 7

Part de l'incidence primaire nette des divers postes (en %)

| | Comptes | Investiss. | Mandats | Etudiants | Médecine |
|------------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| 1999 | 30.1 | -0.1 | 27.6 | 23.9 | 18.5 |
| 2000 | 30.9 | -0.1 | 28.0 | 22.8 | 18.4 |
| 2001 | 35.6 | -0.2 | 24.2 | 22.6 | 17.8 |
| 2002 | 37.8 | 1.6 | 20.9 | 23.9 | 15.8 |
| 2003 | 36.1 | 4.5 | 20.3 | 23.9 | 15.2 |
| 2004 | 37.7 | 0.6 | 20.8 | 24.7 | 16.1 |
| 2005 | 23.1 | 2.0 | 25.2 | 29.2 | 20.5 |
| 1999-2005 | 33.3 | 1.2 | 23.8 | 24.3 | 17.4 |

Premièrement, comme nous l'avons mentionné plus haut, c'est avant tout la part des dépenses en biens et services (groupe 31) dans le Canton qui influence l'incidence globale des groupes de comptes de l'UNIL. Il peut y avoir des évolutions contradictoires pour ce groupe, comme le montre le **graphique 15**. Ainsi, de 2001 à 2002, le poids de ce groupe a diminué de 15,3% à 14,6%, mais la part allant au Canton a augmenté de 50,7% à 53,1%. L'évolution inverse s'observe pour 2004-2005, où le poids du groupe a fortement augmenté, de 15% à 22,5%, alors que la part allant au Canton a diminué de 52,3% à 38,2.¹⁹

¹⁹ Voir l'encadré en page 6 du texte.



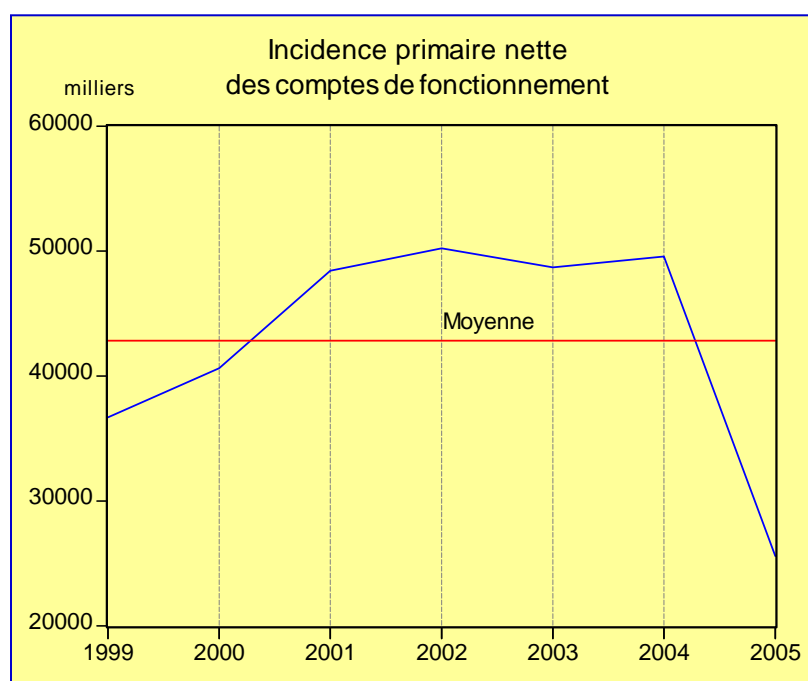
Graphique 15

Deuxièmement, les dépenses d'investissements dans le Canton ont augmenté plus fortement que les recettes d'investissements venant du Canton en 2003, ce qui a eu une influence positive sur l'incidence nette des investissements, qui est passée de 2,1 millions en 2002 à 6 millions en 2003. Nous avons déjà mentionné que, selon la nature des investissements, une part importante est couverte par la Confédération, alors que les dépenses sont effectuées en majeure partie dans la Canton. Le montant des investissements est passé de 8 millions en 2002 à 13,6 millions en 2003, essentiellement pour la construction du bâtiment Amphimax, et ce montant a été couvert à "seulement" 50,8% par le Canton (vue la nature des investissements). Comme les dépenses d'investissements effectuées dans le Canton avoisinent en moyenne 95%, il s'ensuit que, pour l'année en question, l'effet a été particulièrement bénéfique pour le Canton, en termes d'incidence nette des investissements. Relevons aussi que l'incidence nette des investissements peut devenir négative (voir le **tableau 6**), ce qui signifie qu'il y a une ponction nette sur le revenu cantonal. C'est le cas notamment si les investissements se résument en études d'infrastructures et entretiens lourds, comme cela a été le cas au début de la période en question.

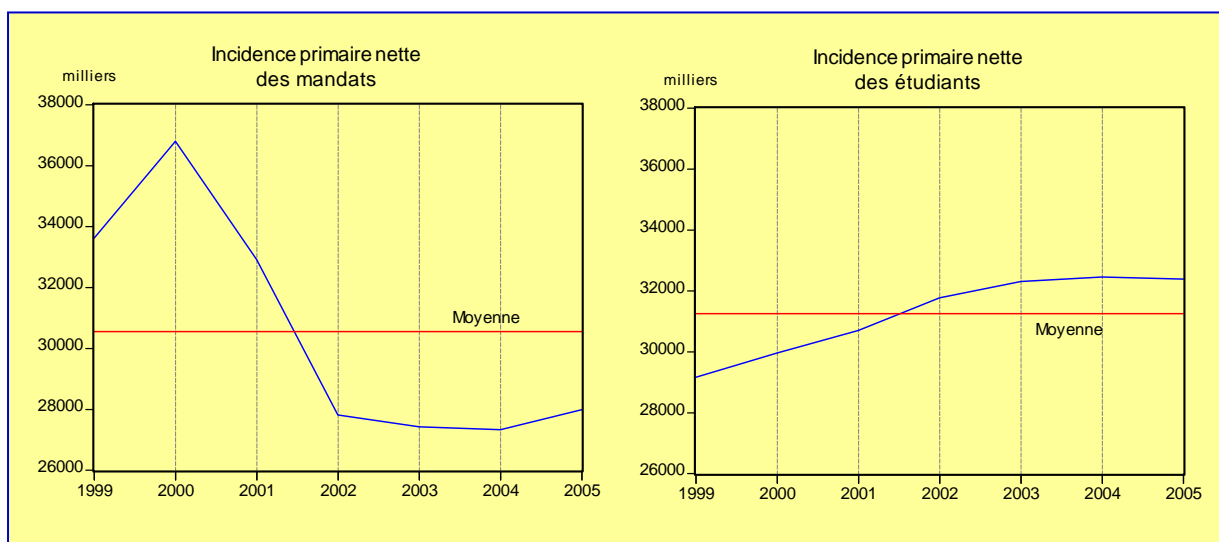
Un troisième facteur pouvant expliquer les changements de l'incidence nette se situe du côté des dépenses/recettes des étudiants. Même si les fluctuations sont faibles, elles s'appliquent à des montants importants. En effet les dépenses des étudiants dans le Canton de Vaud représentent 28% en moyenne du total des dépenses de l'UNIL dans le Canton, et les recettes représentent 29% en moyenne des recettes totales de l'UNIL venant du Canton. En l'occurrence, le **graphique 18** plus loin montre que l'incidence des étudiants a continuellement augmenté jusqu'en 2004, avant de baisser légèrement en 2005. Dans le cas présent, on n'observe pas de fluctuation particulière de cette série, mais on peut avancer que la baisse de l'incidence nette des mandats externes entre 2000 et 2003 a été compensée en partie par la hausse de l'incidence nette des étudiants. En effet, les chiffres du **tableau 6** indiquent que l'incidence nette des mandats a diminué d'environ 9 millions de 2000 à 2003, alors que l'incidence nette des étudiants a augmenté d'environ 2 millions.

Finalement, une quatrième source de fluctuation vient de l'incidence nette des fonds de tiers allant à la médecine clinique, qui, comme illustré par le **graphique 19**, peut également fluctuer d'une année à l'autre.

Les **graphiques 16-19** donnent une meilleure image de l'évolution de l'incidence primaire nette des divers postes du **tableau 6**.

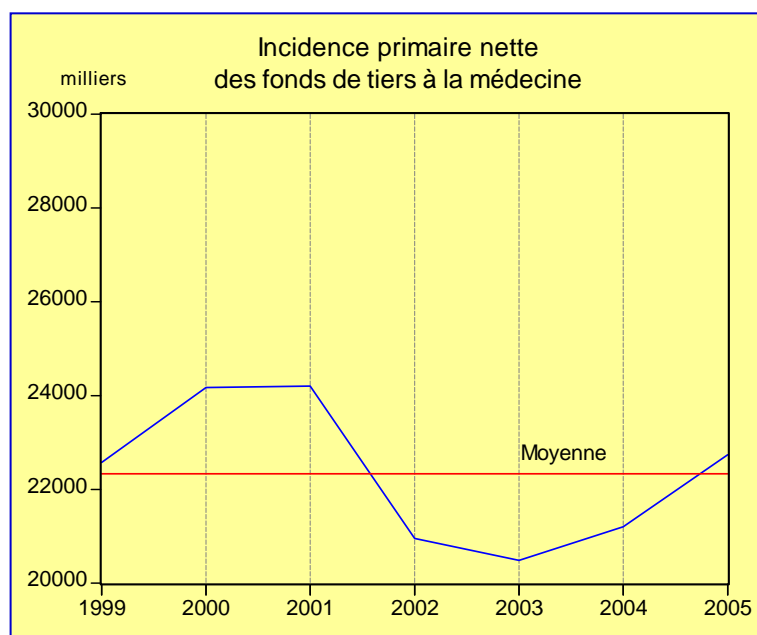


Graphique 16



Graphique 17

Graphique 18



Graphique 19

3. CONCLUSION

Le calcul de l'impact financier de l'UNIL pour une année particulière peut s'avérer risqué, étant donné que l'impact peut être exceptionnellement élevé ou, au contraire, exceptionnellement bas, comme le montre le résultat pour 2005, qui est une année avec une incidence nette plus faible par rapport à celle des autres années. D'où l'intérêt d'une analyse à plus long terme qui permet de dégager non seulement une tendance générale, mais aussi de calculer l'incidence financière moyenne de l'UNIL. En l'occurrence l'analyse sur une période

de 7 ans (1999-2005) montre que l'impact financier net des activités liées à l'UNIL est positif et se monte en moyenne à 128 millions par année. En effet, la collectivité publique contribue en moyenne par un montant d'environ 264 millions au fonctionnement de l'UNIL, mais cette dernière injecte 392 millions dans l'économie vaudoise. L'effet net pour le Canton correspond donc à un bénéfice de 128 millions. Ce chiffre est certainement sous-estimé, car il ne représente que les activités directement mesurables à travers les comptes de l'UNIL ou d'autres statistiques. Il serait probablement plus élevé si on pouvait mesurer toutes les contributions financières liées indirectement à la présence de l'UNIL, comme, par exemple, les dépenses de congressistes dans le Canton quand ils viennent participer à un congrès organisé par l'UNIL.

Autour de la moyenne de 128 millions, il y a des fluctuations plus ou moins importantes selon les années. Ces fluctuations résultent des changements dans l'incidence de chaque sous-groupe analysé, pourvu qu'il soit suffisamment important pour avoir un effet sur les dépenses dans le Canton ou les recettes venant du Canton. Il s'agit en particulier, de la part des dépenses pour biens et services effectuées dans le Canton, des investissements, qui progressent parfois par sauts selon leur destination et des fonds de tiers (hors budget UNIL) destinés à la recherche. Les autres variables prises en considération (charges de personnel et dépenses des étudiants) montrent des évolutions assez lisses au cours de la période sous revue, mais ont un poids élevé dans le calcul de l'incidence financière nette.



Janvier 2007

ANNEXE

**CALCULS DETAILLES DE L'INCIDENCE PRIMAIRE NETTE PAR ANNEE
(EN MILLIERS)**

| 1999 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 141610 | 126741 | 89.5 | 14869 | 10.5 |
| g31 | 40574 | 18200 | 44.9 | 22374 | 55.1 |
| g35 | 16012 | 0 | 0.0 | 16012 | 100.0 |
| g36 | 2201 | 1834 | 83.3 | 368 | 16.7 |
| g38 | 2596 | 1817 | 70.0 | 779 | 30.0 |
| g39 | 29177 | 25544 | 87.6 | 3633 | 12.5 |
| total comptes | 232170 | 174136 | 75.0 | 58033 | 25.0 |
| investissements | 3083 | 2929 | 95.0 | 154 | 5.0 |
| mandats | 59812 | 46317 | 77.4 | 13495 | 22.6 |
| étudiants | 123222 | 102968 | 83.6 | 20254 | 16.4 |
| médecine | 34037 | 29799 | 87.6 | 4238 | 12.5 |
| total | 452323 | 356149 | 78.7 | 96174 | 21.3 |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 921 | 875 | 95.0 | 46 | 5.0 |
| g43 | 7225 | 5997 | 83.0 | 1228 | 17.0 |
| g44a | 126220 | 126220 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 30659 | 0 | 0.0 | 30659 | 100.0 |
| g44c | 50700 | 4310 | 8.5 | 46391 | 91.5 |
| g45 | 496 | 42 | 8.5 | 454 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 216221 | 137443 | 63.6 | 78778 | 36.4 |
| investissements | 3083 | 3063 | 99.4 | 20 | 0.6 |
| mandats | 59812 | 12691 | 21.2 | 47121 | 78.8 |
| étudiants | 123222 | 73801 | 59.9 | 49421 | 40.1 |
| médecine | 34037 | 7222 | 21.2 | 26815 | 78.8 |
| total | 436374 | 234221 | 53.7 | 202154 | 46.3 |
| incidence nette | | 121929 | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | | 36693 | | | |
| investissements | | -134 | | | |
| mandats | | 33626 | | | |
| étudiants | | 29167 | | | |
| médecine | | 22577 | | | |

| 2000 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 146063 | 130726 | 89.5 | 15337 | 10.5 |
| g31 | 34570 | 17928 | 51.9 | 16642 | 48.1 |
| g35 | 17428 | 0 | 0.0 | 17428 | 100.0 |
| g36 | 1703 | 1418 | 83.3 | 284 | 16.7 |
| g38 | 2524 | 1766 | 70.0 | 757 | 30.0 |
| g39 | 29149 | 25520 | 87.6 | 3629 | 12.5 |
| total comptes | 231436 | 177359 | 76.6 | 54077 | 23.4 |
| investissements | 3806 | 3616 | 95.0 | 190 | 5.0 |
| mandats | 67160 | 53131 | 79.1 | 14029 | 20.9 |
| étudiants | 126439 | 105626 | 83.5 | 20813 | 16.5 |
| médecine | 38224 | 33465 | 87.6 | 4759 | 12.5 |
| total | 467065 | 373196 | 79.9 | 93869 | 20.1 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 1203 | 1143 | 95.0 | 60 | 5.0 |
| g43 | 6739 | 5593 | 83.0 | 1146 | 17.0 |
| g44a | 125988 | 125988 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 32958 | 0 | 0.0 | 32958 | 100.0 |
| g44c | 46694 | 3969 | 8.5 | 42725 | 91.5 |
| g45 | 468 | 40 | 8.5 | 428 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 214050 | 136733 | 63.9 | 77317 | 36.1 |
| investissements | 3806 | 3806 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| mandats | 67160 | 16335 | 24.3 | 50825 | 75.7 |
| étudiants | 126439 | 75661 | 59.8 | 50778 | 40.2 |
| médecine | 38224 | 9297 | 24.3 | 28927 | 75.7 |
| total | 449679 | 241832 | 53.8 | 207847 | 46.2 |
| | | | | | |
| incidence nette | 131364 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 40626 | | | | |
| investissements | -190 | | | | |
| mandats | 36796 | | | | |
| étudiants | 29965 | | | | |
| médecine | 24168 | | | | |

| 2001 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 149284 | 133609 | 89.5 | 15675 | 10.5 |
| g31 | 36216 | 18360 | 50.7 | 17856 | 49.3 |
| g35 | 18669 | 0 | 0.0 | 18669 | 100.0 |
| g36 | 1761 | 1467 | 83.3 | 294 | 16.7 |
| g38 | 2274 | 1591 | 70.0 | 682 | 30.0 |
| g39 | 29145 | 25516 | 87.6 | 3629 | 12.5 |
| total comptes | 237347 | 180543 | 76.1 | 56804 | 23.9 |
| investissements | 6518 | 6192 | 95.0 | 326 | 5.0 |
| mandats | 70238 | 53650 | 76.4 | 16588 | 23.6 |
| étudiants | 126465 | 105647 | 83.5 | 20818 | 16.5 |
| médecine | 41709 | 36517 | 87.6 | 5193 | 12.5 |
| total | 482277 | 382549 | 79.3 | 99728 | 20.7 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 1302 | 1237 | 95.0 | 65 | 5.0 |
| g43 | 7356 | 6105 | 83.0 | 1251 | 17.0 |
| g44a | 120349 | 120349 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 37631 | 0 | 0.0 | 37631 | 100.0 |
| g44c | 51559 | 4382 | 8.5 | 47176 | 91.5 |
| g45 | 524 | 45 | 8.5 | 480 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 218721 | 132118 | 60.4 | 86603 | 39.6 |
| investissements | 6518 | 6518 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| mandats | 70238 | 20740 | 29.5 | 49497 | 70.5 |
| étudiants | 126465 | 74947 | 59.3 | 51517 | 40.7 |
| médecine | 41709 | 12316 | 29.5 | 29393 | 70.5 |
| total | 463650 | 246640 | 53.2 | 217010 | 46.8 |
| | | | | | |
| incidence nette | 135909 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 48426 | | | | |
| investissements | -326 | | | | |
| mandats | 32909 | | | | |
| étudiants | 30700 | | | | |
| médecine | 24200 | | | | |

| 2002 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 150875 | 135034 | 89.5 | 15842 | 10.5 |
| g31 | 35259 | 18727 | 53.1 | 16532 | 46.9 |
| g35 | 19856 | 0 | 0.0 | 19856 | 100.0 |
| g36 | 1522 | 1268 | 83.3 | 254 | 16.7 |
| g38 | 4955 | 3469 | 70.0 | 1487 | 30.0 |
| g39 | 29148 | 25519 | 87.6 | 3629 | 12.5 |
| total comptes | 241616 | 184017 | 76.2 | 57600 | 23.8 |
| investissements | 8079 | 7675 | 95.0 | 404 | 5.0 |
| mandats | 78646 | 57822 | 73.5 | 20823 | 26.5 |
| étudiants | 130232 | 108795 | 83.5 | 21438 | 16.5 |
| médecine | 42421 | 37140 | 87.6 | 5281 | 12.5 |
| total | 500995 | 395449 | 78.9 | 105546 | 21.1 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 945 | 898 | 95.0 | 47 | 5.0 |
| g43 | 7396 | 6138 | 83.0 | 1257 | 17.0 |
| g44a | 122395 | 122395 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 39794 | 0 | 0.0 | 39794 | 100.0 |
| g44c | 50638 | 4304 | 8.5 | 46334 | 91.5 |
| g45 | 623 | 53 | 8.5 | 570 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 221792 | 133789 | 60.3 | 88003 | 39.7 |
| investissements | 8079 | 5586 | 69.1 | 2493 | 30.9 |
| mandats | 78646 | 30004 | 38.2 | 48641 | 61.8 |
| étudiants | 130232 | 77021 | 59.1 | 53211 | 40.9 |
| médecine | 42421 | 16184 | 38.2 | 26237 | 61.8 |
| total | 481170 | 262585 | 54.6 | 218585 | 45.4 |
| | | | | | |
| incidence nette | 132864 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 50228 | | | | |
| investissements | 2089 | | | | |
| mandats | 27818 | | | | |
| étudiants | 31773 | | | | |
| médecine | 20956 | | | | |

| 2003 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 159128 | 142420 | 89.5 | 16708 | 10.5 |
| g31 | 40531 | 21694 | 53.5 | 18837 | 46.5 |
| g35 | 20194 | 0 | 0.0 | 20194 | 100.0 |
| g36 | 2152 | 1792 | 83.3 | 359 | 16.7 |
| g38 | 4168 | 2917 | 70.0 | 1250 | 30.0 |
| g39 | 29151 | 25522 | 87.6 | 3629 | 12.5 |
| total comptes | 255324 | 194345 | 76.1 | 60978 | 23.9 |
| investissements | 13619 | 12938 | 95.0 | 681 | 5.0 |
| mandats | 83837 | 61172 | 73.0 | 22664 | 27.0 |
| étudiants | 132070 | 110438 | 83.6 | 21632 | 16.4 |
| médecine | 43310 | 37918 | 87.6 | 5392 | 12.5 |
| total | 528159 | 416812 | 78.9 | 111348 | 21.1 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 1053 | 1000 | 95.0 | 53 | 5.0 |
| g43 | 7560 | 6275 | 83.0 | 1285 | 17.0 |
| g44a | 133842 | 133842 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 39590 | 0 | 0.0 | 39590 | 100.0 |
| g44c | 52397 | 4454 | 8.5 | 47943 | 91.5 |
| g45 | 728 | 62 | 8.5 | 666 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 235170 | 145633 | 61.9 | 89537 | 38.1 |
| investissements | 13619 | 6919 | 50.8 | 6700 | 49.2 |
| mandats | 83837 | 33744 | 40.2 | 50093 | 59.8 |
| étudiants | 132070 | 78128 | 59.2 | 53942 | 40.8 |
| médecine | 43310 | 17432 | 40.2 | 25878 | 59.8 |
| total | 508005 | 281856 | 55.5 | 226150 | 44.5 |
| | | | | | |
| incidence nette | 134956 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 48713 | | | | |
| investissements | 6019 | | | | |
| mandats | 27428 | | | | |
| étudiants | 32310 | | | | |
| médecine | 20486 | | | | |

| 2004 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 155304 | 138997 | 89.5 | 16307 | 10.5 |
| g31 | 38188 | 19965 | 52.3 | 18223 | 47.7 |
| g35 | 20261 | 0 | 0.0 | 20261 | 100.0 |
| g36 | 6362 | 5300 | 83.3 | 1062 | 16.7 |
| g38 | 4124 | 2886 | 70.0 | 1237 | 30.0 |
| g39 | 30314 | 26540 | 87.6 | 3774 | 12.5 |
| total comptes | 254552 | 193688 | 76.1 | 60864 | 23.9 |
| investissements | 5819 | 5528 | 95.0 | 291 | 5.0 |
| mandats | 77321 | 56384 | 72.9 | 20938 | 27.1 |
| étudiants | 132549 | 110839 | 83.6 | 21710 | 16.4 |
| médecine | 42417 | 37136 | 87.6 | 5281 | 12.5 |
| total | 512658 | 403574 | 78.7 | 109084 | 21.3 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 1092 | 1038 | 95.0 | 55 | 5.0 |
| g43 | 7217 | 5990 | 83.0 | 1227 | 17.0 |
| g44a | 132363 | 132363 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 38060 | 0 | 0.0 | 38060 | 100.0 |
| g44c | 55025 | 4677 | 8.5 | 50348 | 91.5 |
| g45 | 584 | 50 | 8.5 | 534 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 234342 | 144117 | 61.5 | 90224 | 38.5 |
| investissements | 5819 | 4710 | 80.9 | 1109 | 19.1 |
| mandats | 77321 | 29048 | 37.6 | 48274 | 62.4 |
| étudiants | 132549 | 78381 | 59.1 | 54168 | 40.9 |
| médecine | 42417 | 15935 | 37.6 | 26482 | 62.4 |
| total | 492448 | 272191 | 55.3 | 220257 | 44.7 |
| | | | | | |
| incidence nette | 131383 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 49571 | | | | |
| investissements | 818 | | | | |
| mandats | 27336 | | | | |
| étudiants | 32458 | | | | |
| médecine | 21201 | | | | |

| 2005 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 167064 | 149522 | 89.5 | 17542 | 10.5 |
| g31 | 66353 | 25356 | 38.2 | 40997 | 61.8 |
| g35 | 19476 | 0 | 0.0 | 19476 | 100.0 |
| g36 | 7648 | 6371 | 83.3 | 1277 | 16.7 |
| g38 | 4064 | 2844 | 70.0 | 1219 | 30.0 |
| g39 | 30337 | 26560 | 87.6 | 3777 | 12.5 |
| total comptes | 294942 | 210654 | 71.4 | 84288 | 28.6 |
| investissements | 10539 | 10012 | 95.0 | 527 | 5.0 |
| mandats | 67577 | 48317 | 71.5 | 19260 | 28.5 |
| étudiants | 135580 | 113374 | 83.6 | 22207 | 16.4 |
| médecine | 39569 | 34643 | 87.6 | 4926 | 12.5 |
| total | 548207 | 416999 | 76.1 | 131208 | 23.9 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 1263 | 1199 | 95.0 | 63 | 5.0 |
| g43 | 8635 | 7167 | 83.0 | 1468 | 17.0 |
| g44a | 158494 | 158494 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 39426 | 0 | 0.0 | 39426 | 100.0 |
| g44c | 54153 | 4603 | 8.5 | 49550 | 91.5 |
| g45 | 35 | 3 | 8.5 | 32 | 91.5 |
| g48 | 13591 | 13591 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 275597 | 185058 | 67.1 | 90539 | 32.9 |
| investissements | 10539 | 7760 | 73.6 | 2779 | 26.4 |
| mandats | 67577 | 20328 | 30.1 | 47249 | 69.9 |
| étudiants | 135580 | 80983 | 59.7 | 54597 | 40.3 |
| médecine | 39569 | 11903 | 30.1 | 27666 | 69.9 |
| total | 528863 | 306033 | 57.9 | 222830 | 42.1 |
| | | | | | |
| incidence nette | 110967 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 25596 | | | | |
| investissements | 2252 | | | | |
| mandats | 27989 | | | | |
| étudiants | 32390 | | | | |
| médecine | 22740 | | | | |

| 1999-2005 | | | | | |
|--------------------------|----------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 1069327 | 957048 | 89.5 | 112279 | 10.5 |
| g31 | 291690 | 140230 | 48.1 | 151461 | 51.9 |
| g35 | 131895 | 0 | 0.0 | 131895 | 100.0 |
| g36 | 23349 | 19450 | 83.3 | 3899 | 16.7 |
| g38 | 24703 | 17292 | 70.0 | 7411 | 30.0 |
| g39 | 206422 | 180722 | 87.6 | 25699 | 12.5 |
| total comptes | 1747387 | 1314742 | 75.2 | 432645 | 24.8 |
| investissements | 51463 | 48890 | 95.0 | 2573 | 5.0 |
| mandats | 504591 | 376793 | 74.7 | 127798 | 25.3 |
| étudiants | 906557 | 757686 | 83.6 | 148871 | 16.4 |
| médecine | 281687 | 246617 | 87.6 | 35070 | 12.5 |
| total | 3491685 | 2744728 | 78.6 | 746957 | 21.4 |
| moyenne | 498812 | 392104 | 78.6 | 106708 | 21.4 |
| recettes | total | vaud | % | reste | % |
| g42 | 7778 | 7389 | 95.0 | 389 | 5.0 |
| g43 | 52128 | 43266 | 83.0 | 8862 | 17.0 |
| g44a | 919650 | 919650 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 258119 | 0 | 0.0 | 258119 | 100.0 |
| g44c | 361166 | 30699 | 8.5 | 330467 | 91.5 |
| g45 | 3458 | 294 | 8.5 | 3164 | 91.5 |
| g48 | 13591 | 13591 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 1615892 | 1014890 | 62.8 | 601001 | 37.2 |
| investissements | 51463 | 38362 | 74.5 | 13101 | 25.5 |
| mandats | 504591 | 162891 | 32.3 | 341700 | 67.7 |
| étudiants | 906557 | 538924 | 59.4 | 367634 | 40.6 |
| médecine | 281687 | 90290 | 32.1 | 191397 | 67.9 |
| total | 3360190 | 1845356 | 54.9 | 1514833 | 45.1 |
| moyenne | 480027 | 263622 | 54.9 | 216405 | 45.1 |
| incidence nette : | | | | | |
| totale | | 899371 | | | |
| moyenne | | 128482 | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | | 42836 | | | |
| investissements | | 1504 | | | |
| mandats | | 30557 | | | |
| étudiants | | 31252 | | | |
| médecine | | 22332 | | | |

Correction pour le groupe 48 et pour le groupe 31

| 2005 | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|
| dépenses | total | vaud | % | reste | % |
| g30 | 167064 | 149522 | 89.5 | 17542 | 10.5 |
| g31 | 52762 | 26908 | 51.0 | 25853 | 61.8 |
| g35 | 19476 | 0 | 0.0 | 19476 | 100.0 |
| g36 | 7648 | 6371 | 83.3 | 1277 | 16.7 |
| g38 | 4064 | 2844 | 70.0 | 1219 | 30.0 |
| g39 | 30337 | 26560 | 87.6 | 3777 | 12.5 |
| total comptes | 294942 | 212206 | 71.9 | 69144 | 23.4 |
| investissements | 10539 | 10012 | 95.0 | 527 | 5.0 |
| mandats | 67577 | 48317 | 71.5 | 19260 | 28.5 |
| étudiants | 135580 | 113374 | 83.6 | 22207 | 16.4 |
| médecine | 39569 | 34643 | 87.6 | 4926 | 12.5 |
| total | 548207 | 418552 | 76.3 | 129655 | 23.7 |
| | | | | | |
| recettes | total | vaud | % | reste | preste |
| g42 | 1263 | 1199 | 95.0 | 63 | 5.0 |
| g43 | 8635 | 7167 | 83.0 | 1468 | 17.0 |
| g44a | 158494 | 158494 | 100.0 | 0 | 0.0 |
| g44b | 39426 | 0 | 0.0 | 39426 | 100.0 |
| g44c | 54153 | 4603 | 8.5 | 49550 | 91.5 |
| g45 | 35 | 3 | 8.5 | 32 | 91.5 |
| g48 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 |
| total comptes | 275597 | 171466 | 62.2 | 90539 | 32.9 |
| investissements | 10539 | 7760 | 73.6 | 2779 | 26.4 |
| mandats | 67577 | 20328 | 30.1 | 47249 | 69.9 |
| étudiants | 135580 | 80983 | 59.7 | 54597 | 40.3 |
| médecine | 39569 | 11903 | 30.1 | 27666 | 69.9 |
| total | 528863 | 292441 | 55.3 | 236421 | 44.7 |
| | | | | | |
| incidence nette | 126111 | | | | |
| dont : | | | | | |
| comptes | 40740 | | | | |
| investissements | 2252 | | | | |
| mandats | 27989 | | | | |
| étudiants | 32390 | | | | |
| médecine | 22740 | | | | |